

*Questions orales*

Peut-on également nous dire si le gouvernement canadien fait confiance à la commission américaine de réglementation nucléaire pour ce qui est de protéger les citoyens canadiens, étant donné qu'on lui reproche d'avoir camouflé la situation ces dernières semaines?

[Français]

**M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, il me fait plaisir de répondre à cette question au nom du secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Il est évident que les Canadiens sont de plus en plus préoccupés par la question nucléaire et, depuis l'accident de Tchernobyl surtout, cette préoccupation s'accroît.

Monsieur le Président, j'ai vérifié et il a été démontré que des fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures ont transmis au département américain nos préoccupations sur ce sujet et nous attendons des rapports concernant cet incident ou ces allégations.

\* \* \*

[Traduction]

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE REPORT DE LA RENCONTRE DES PREMIERS MINISTRES

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, j'ai une question pour le premier ministre. Les services de son cabinet ont confirmé ce matin que la rencontre au cours de laquelle les premiers ministres devaient discuter des négociations canado-américaines sur le libre-échange avait été reportée de plusieurs semaines et aurait lieu dans le courant de juillet.

Cette tournure des événements est assez curieuse puisque les négociateurs des deux côtés ont annoncé qu'il fallait prendre d'importantes décisions politiques d'ici la fin du mois sur des questions aussi cruciales que les investissements, les subventions et les services entre autres.

Le report de plusieurs semaines de ces rencontres signifie-t-il que le gouvernement du Canada a l'intention de faire cavalier seul et de prendre ces décisions sur des questions cruciales sans faire activement intervenir les premiers ministres provinciaux ni les consulter, afin de leur permettre d'élaborer et d'annoncer leur position sur ces questions vitales lors des négociations?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Non, monsieur le Président, pas du tout, bien au contraire.

#### LA CONSULTATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, puisque le premier ministre manifeste une telle bonne volonté, peut-être est-il prêt à nous dire pourquoi on a retardé à ce point ces réunions et pourquoi le gouvernement va prendre des décisions sur ces questions très importantes à l'occasion des négociations sans faire intervenir les premiers ministres des provinces.

Le fait que des questions d'importance cruciale pour les provinces puissent se régler sans que ces dernières soient consultées ni aient un rôle quelconque à jouer est-il un exemple du nouveau fédéralisme dont parle le premier ministre?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, si mon honorable collègue veut parler du nouveau fédéralisme en vertu duquel le pacte de l'automobile a été négocié par le précédent gouvernement sans l'ombre d'une consultation du gouvernement de l'Ontario, alors certes nous avons une conception différente des choses. Avec nous, il y a beaucoup plus de consultation, et mon honorable collègue le sait bien.

Il me demande pourquoi cette rencontre a été tellement retardée. Elle n'a pas été tellement retardée. Elle a été reportée d'une quinzaine de jours tout simplement parce que les Américains n'ont pas encore donné de réponses concrètes à un certain nombre de questions très importantes formulées par le Canada.

Ne disposant pas de ces réponses précises, nous avons jugé prudent d'attendre que les Américains nous les communiquent dans les jours qui vont venir afin de pouvoir saisir les premiers ministres de la réalité concrète par opposition à de simples points de vue tirés parfois des journaux ou véhiculés par les journaux.

Je suis sûr que mon honorable collègue reconnaîtra que c'est la prudence même de reporter cette rencontre ne serait-ce que très momentanément dans ces circonstances, et que ce sera utile non seulement pour les négociations mais aussi pour le processus de consultation avec les premiers ministres.

\* \* \*

### LA DÉFENSE NATIONALE

LE PRIX D'ACHAT DES SOUS-MARINS NUCLÉAIRES

**M. Derek Blackburn (Brant):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre de la Défense nationale, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Elle concerne le projet d'achat de sous-marins à propulsion nucléaire.

J'aimerais demander au premier ministre d'expliquer à la population du Canada comment son gouvernement compte payer ces sous-marins à propulsion nucléaire moins de 500 millions de dollars l'unité, alors qu'aujourd'hui, en 1987, ils reviennent à 530 millions à la marine royale britannique?

Le Livre blanc projette d'étaler l'achat de ces sous-marins sur une période de dix ans. Quel serait le prix sur cette période de dix ans? Quel est le prix estimatif?

**L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur le Président, comme le ministre de la Défense nationale l'a souligné, le prix prévu est égal à environ 1,6 fois le prix d'un sous-marin conventionnel. Nous nous en tenons à ces chiffres. Ce ne sont pas des montants lancés en l'air. Ils ne sont pas inexacts. Comme il se trouve, la personne citée par le journal est un expert-conseil employé par le MDN pour ses sous-marins conventionnels.